

res et les syndicats ouvriers, ou s'il ne nous reste que les solutions mentionnées dans l'exposé du président, c'est-à-dire un chômage et une inflation intolérables ou la réglementation obligatoire des prix et des salaires?

L'hon. M. Benson: Monsieur l'Orateur, il se trouve actuellement que le Canada a mieux réussi à juguler l'inflation que tout autre pays occidental. Je crois que c'est un fait reconnu par l'OCDE et bien d'autres autorités. Pour ce qui est de la façon dont nous devons concevoir les politiques fiscale et monétaire, je communiquerai notre position demain soir dans l'exposé budgétaire. C'est au gouvernement à décider de la ligne de conduite envers les prix et les revenus, mais on n'a pas encore pris de décision.

L'INFLATION—PROJET D'ENTRETIENS DU PREMIER
MINISTRE AVEC LES CHEFS SYNDICAUX

L'hon. George Hees (Prince Edward-Hastings): Comme on ne saurait contenir les prix d'ici un an sans la collaboration des syndicats, éventualité peu probable, le premier ministre voudrait-il, même s'il est un peu tard, rencontrer les dirigeants syndicaux, comme on lui a demandé instamment de le faire à plusieurs reprises depuis un an, en vue de les persuader de la nécessité vitale de leur collaboration?

M. Woolliams: Donnez-nous une réponse.

M. l'Orateur: A l'ordre. Le député a déjà posé une question supplémentaire. En aurait-il une autre?

L'hon. M. Hees: Permettez-moi de formuler ma question d'une autre façon pour que le premier ministre puisse plus facilement y répondre. Au lieu de craindre un échec, si le premier ministre songeait plutôt à ses devoirs vis-à-vis de l'économie et cessait d'aider ceux qui envoient la restriction des prix à vau-l'eau.

M. l'Orateur: A l'ordre.

L'INFLATION—LA POLITIQUE DES PRIX ET DES
REVENUS

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Je voudrais demander au ministre des Finances si le gouvernement est disposé à rechercher une politique des revenus au moyen d'une entente avec un organisme autre que la Commission des prix et des revenus, qui n'a peut-être pas réussi, sans avoir quoi que ce soit à se reprocher, à obtenir la confiance des travailleurs? Le gouvernement est-il prêt à rechercher une telle entente directement ou par l'intermédiaire de quelque organisme?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Les autorités de la Commission des prix et des revenus ont dit hier à quoi avaient abouti leurs entretiens avec le secteur des affaires. Le gouvernement doit songer maintenant aux démarches à entreprendre à l'avenir de ce côté. Depuis le mois de mars, je le répète, une détente sensible s'est produite, grâce au gouvernement, dans la situation fiscale et monétaire. D'autre part, contrairement à ce que disait mon ami en mars dernier, la hausse des prix s'est ralentie au Canada.

[L'hon. M. Stanfield.]

Des voix: Oh, oh!

L'hon. M. Benson: Oui, contrairement à ses pronostics. Du côté des prix, nous nous efforçons toujours de donner de l'expansion à l'économie, que nous avons trop ralentie, par des pressions trop fortes, ce qui a peut-être donné lieu à un autre cycle d'inflation. Le gouvernement doit, bien entendu, bien tenir compte de cela pour élaborer ses politiques d'expansion.

L'hon. M. Hees: Quelles politiques d'expansion? Vous n'en avez pas de politique, ni d'expansion ni de quoi que ce soit, et vous le savez.

M. l'Orateur: A l'ordre.

* * *

LA COMMISSION DES PRIX ET DES REVENUS

LE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE ET LES
CRÉDITS ADDITIONNELS

M. David Lewis (York-Sud): Je voudrais poser une question à propos de la Commission des prix et des revenus au président du Conseil du Trésor. Comme le budget supplémentaire déposé l'autre jour ne contient aucun crédit additionnel pour la Commission, voudrait-il dire à la Chambre s'il a l'intention de déposer plus tard d'autres crédits pour la Commission?

L'hon. C. M. Drury (président du Conseil du Trésor): Si les crédits du budget principal attribués à cette opération se révèlent insuffisants à la fin de l'année, il sera alors nécessaire de déposer des crédits supplémentaires.

M. Lewis: Dois-je comprendre alors que le président du Conseil du Trésor n'a pas encore pu juger des répercussions sur les dépenses du rôle réduit que le président de la Commission a annoncé hier, et que dès lors il n'est pas en mesure de nous dire si des crédits additionnels seront nécessaires?

L'hon. M. Drury: Le député a raison de conclure que je suis incapable de lui dire en ce moment si des crédits supplémentaires seront nécessaires.

M. Lewis: Je voudrais poser une autre question supplémentaire au ministre de la Consommation et des Corporations ou au premier ministre. Comme la Commission des prix et des revenus a échoué, de toute évidence, à réaliser les objectifs qu'elle s'était fixés et a perdu la confiance de la plupart des secteurs...

M. l'Orateur: A l'ordre. Il est évident que le député prononce un discours. Il débat une question au lieu de la poser.

M. Lewis: J'ai une question, monsieur l'Orateur. Le ministre songe-t-il à abolir la Commission, ou du moins à congédier son président pontifiant?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Consommation et des Corporations): Non, monsieur l'Orateur,...

M. l'Orateur: A l'ordre.